



PUBLIE LE 30 AVR. 2026

N1/LP/EC
/SERVICE DES ASSEMBLEES

2026-267

ARRETE

OBJET : Présidence de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public

LE MAIRE DE SALON-DE-PROVENCE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L-2122-18,

Vu le code de l'urbanisme et de la construction,

Vu le décret n°95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité modifié par les décrets n°97-645 du 31 mai 1997, n°2004-160 du 17 février 2004, n°2066-1089 du 30 août 2006, n°2007-1177 du 3 août 2007, n°2013-398 du 18 octobre 2013, n°2014-123 du 13 février 2014, n°2014-1312 du 31 octobre 2014 et n°2016-1201 du 5 septembre 2016,

Vu l'arrêté en date du 11 mars 2016 modifiant l'arrêté portant création dans le département des Bouches-du-Rhône des commissions communales pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public,

Considérant que Monsieur le Maire, membre de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, ne peut, compte tenu de l'étendue de ses obligations, assister aux réunions de cette commission,

Considérant qu'il y a lieu de désigner pour la durée du mandat son représentant, pour siéger au sein de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public,

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté n°2026-247 en date du 20 avril 2026 est abrogé.

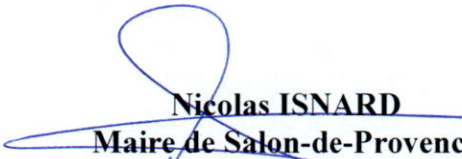
ARTICLE 2 : Monsieur Pascal BOUCHER, conseiller municipal, et en son absence Madame Vanessa GUILLORET, adjointe au maire, Monsieur Patrick URVOY, conseiller municipal, Madame Margaux RAZERE, conseillère municipale, Monsieur Claude CUNIN, conseiller municipal, Monsieur Didier BARRIELLE, conseiller municipal, sont désignés pour siéger au sein de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

ARTICLE 3 : Monsieur le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera transmise en sous-préfecture, publiée au recueil des actes administratifs et notifiée aux intéressés.

.../...

ARTICLE 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois suivant sa publicité, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Marseille (à adresser au 31 rue Jean-François Leca - 13235 Marseille Cedex 2, pour plus d'informations voir le site <http://marseille.tribunal-administratif.fr/> ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir de <https://www.telerecours.fr/>) dans les conditions prévues à l'article L. 431-1 du code des relations entre le public et l'administration.

Fait à Salon-de-Provence, le 27 AVR. 2026


Nicolas ISNARD
Maire de Salon-de-Provence
Vice-Président du Conseil Régional
Président de la Métropole
Aix-Marseille-Provence